IVERIS
Institut de Veille et d'Étude des Relations Internationales et Stratégiques

Libye : une guerre holistique

Bruno Husquinet

12 février, 2016
Notes d'actualité

La chronologie de la guerre en Libye démontre que le concept d' « approche globale » a été mis en œuvre avec la précision d'une horloge suisse tant les décisions et actions se sont imbriquées de manière fluide. Si l'accent a été mis sur l'intervention militaire internationale en soutien à une armée révolutionnaire libyenne, cette guerre holistique dont le scénario a été révélé au cours du mois de mars 2011, s'est menée concomitamment sur six fronts : médiatique, diplomatique, militaire, économique, judiciaire et humanitaire.

Le concept d'approche globale, supposément novateur, qui désigne la nécessité d'une synergie entre instruments militaires et civils dans la gestion des crises, s'est cristallisé sous sa forme actuelle dans la première moitié des années 2000. Présent à la fois dans l'OTAN et dans l'UE, il se réfère à la mise en œuvre d'une palette d'instruments divers pour promouvoir la stabilisation à long terme. Or l'intervention libyenne peut être vue comme la version détournée de ce concept, dans la mesure où les différents instruments ont été d'abord activés non pas pour pacifier, mais pour déclencher une guerre. Un constat qui en ferait un cas d'école de la guerre dite « *hybride* », bien avant la crise en Ukraine…

Front médiatique

Quelques journalistes[1] ont tenté de faire entendre raison aux médias qui, à coup de superlatifs, décrivaient une situation en Libye que personne ne pouvait vraiment vérifier. Dès les premières heures de février 2011, la propagande a déferlé pour attiser les craintes selon lesquelles Muammar Khadafi allait tuer sa propre population. Noyés sous le flot d'informations, les esprits ont succombé au narratif qui exagérait les dangers avant même le début d'un véritable conflit. La machine surévaluera également les besoins humanitaires pour maintenir un haut degré d'empathie de la part de la communauté internationale. La presse aux titres accrocheurs n'a laissé que peu de place à un autre regard notamment sur les réalités endémiques de la Libye, à savoir un pays tribal réuni sous l'autorité de Muammar Kadhafi. Le pays était également uni dans son obédience au sunnisme malakite qui constituait un rempart contre le wahhabisme. La chaîne Qatarie Al Jazeera a soutenu la propagande tout au long du conflit. Si la population a regardé cette chaîne jusqu'à la chute du Guide libyen, elle s'en est détournée ensuite tant leur approche relevait plus des projections de désir éditoriaux du Qatar que de la réalité sur place.

Les déclarations du régime étaient raillées dans tous les médias occidentaux et pourtant elles résonnent aujourd'hui comme de funèbres prédictions qui se sont réalisées : *« C'est notre pouvoir qui bloque l'immigration clandestine, c'est grâce à nous qu'il règne la stabilité tout au long des 2000 kilomètres des côtes libyennes. Dans le cas où notre pouvoir devrait s'achever, il y aurait un déversement de millions d'Africains, en Italie, en France et en Europe.* » Muammar Kadhafi n'a eu de cesse de prévenir l'Occident sur les conséquences désastreuses de sa chute, non seulement sur les risques migratoires mais également sur les dangers de la prise de contrôle de la région par les groupes djihadistes. Toutefois, il a oublié de mentionner ses hangars/arsenaux remplis de matériel militaire qui allait alimenter le marché noir des armes et devenir l'une des principales sources d'approvisionnement pour l'opposition dès le début du conflit en Syrie.

Front diplomatique

Le faux climat d'urgence créé par les médias à la remorque de ceux qui avaient intérêt à faire tomber Muammar Kadhafi a poussé la communauté internationale à se positionner rapidement sans véritablement étudier la situation sur place. La résolution 1970 est votée le 25 février 2011 à l'initiative du Royaume Uni. Elle imposait un embargo sur les armes, un gel des avoirs et une interdiction de circuler pour les hauts dignitaires du régime. Le représentant de la Libye à l'ONU, à l'époque, toujours en poste actuellement, Mr Dabbashi, déclara lors de cette session que le régime de Muammar Khadafi n'avait plus de légitimité. Trois jours plus tard, l'Union européenne approuvait les sanctions. Et quinze jours plus tard, la France devenait le premier pays à reconnaître officiellement le Conseil National de Transition (CNT) comme autorité légitime en

Libye. Les événements se précipiteront à partir du 17 mars, le jour où le Conseil de sécurité votera la résolution 1973 dont la lecture rigoriste a légitimé les opérations militaires. Quelques heures après le vote, en tenant compte du décalage horaire, s'ouvrait le sommet de Paris pour définir la stratégie de mise en œuvre de cette résolution. En réalité, ce fut un appel à la guerre. A nouveau les événements s'enchaînent à la vitesse de la lumière et quelques heures après le Sommet de Paris, l'armée de l'air française débute sa campagne libyenne.

Ces journées du mois de mars 2011 donnèrent raison à ceux qui s'étaient abstenus de voter en faveur de la résolution 1973. Leur crainte de voir certains Etats se lancer avec vélocité dans la guerre s'est matérialisée, dévoilant l'objectif réel qui visait non pas à protéger les civils mais à faire tomber Muammar Khadafi.



Le 29 mars, le Groupe de Contact sur la Libye est créé à Londres. Ce mécanisme informel au sujet duquel il existe peu de documents officiels, fut une sorte de cabinet noir pour le CNT. Le Groupe de Contact rassemblait une quarantaine de pays, des représentants de l'UE, de la Ligue Arabe, de l'organisation de la Coopération Islamique et de l'OTAN. Son rôle principal fut de soutenir le CNT qui n'avait ni expertise ni moyen financier pour gérer un pays. Le premier ministre britannique, David Cameron déclarera lors de la création du Groupe que « *des jours meilleurs attendent la Libye* » et qu' « *un nouveau départ pour la Libye est à leur portée et que nous les aideront à le saisir* ». Ainsi, ce groupe a tout d'abord mit en place un Mécanisme Temporaire de Financement pour le CNT. Les sources d'alimentation de ce Mécanisme provenaient de dons internationaux et des avoirs gelés du gouvernement libyen. Ce mécanisme a débloqué 1,6 milliard de dollars pour une période de quelques mois. Dès septembre 2011, grâce au dégel de certains biens et comptes le CNT bénéficiera des revenus pétroliers. Pour que cette formation puisse avoir accès aux biens de l'Etat, il fallait donc la reconnaître le plus vite possible. Ce fût réalisé avant même la mort de Muammar Khadafi. Le Groupe de Contact a également orchestré la gestion des problèmes humanitaires, sécuritaires et judiciaires[2]. De nombreux risques avaient été soulignés et ils se sont matérialisés bien plus violement et rapidement, comme la situation actuelle en témoigne toujours. Le Groupe de Contact sur la Libye a également écrit la stratégie politique de transition pour le CNT, et avec l'OTAN en son sein, le Groupe a garanti le succès militaire.

La communauté internationale soutiendra le CNT jusqu'au bout. Le 31 octobre, dix jours après la mort de Muammar Khadafi, Abdul Raheem al-Keeb sera élu premier ministre intérimaire. Cet ancien opposant à Muammar Kadhafi était peu connu en Libye car il avait fait une carrière académique aux Etats Unis et aux Emirats Arabes Unis avant de rejoindre le CNT. Un mois après son élection, un gouvernement transitoire sera créé.

La communauté internationale se gaussera encore du succès démocratique des élections de juillet 2012 dans un pays sans tradition électorale ni multipartiste. A l'été 2012, le Congrès National est élu et remplace le CNT. Cette mascarade électorale sera dévoilée par le chaos politique et sécuritaire qui suivit.

Front militaire

Pendant quinze jours, la France, l'Angleterre et les Etats Unis lancent trois opérations distinctes. Malgré des débats très agités au sein de l'OTAN, une coalition se forme en son sein à partir du 31 mars 2011. Si dans le cadre strict de cette coalition aucune troupe de combat n'était officiellement au sol, certains pays, dont la France, ont pris la latitude d'envoyer des hommes en dehors du cadre de cette alliance. Opérant ainsi en dedans et en dehors… Ils avaient du personnel sur le terrain pour coordonner les opérations militaires et les services de renseignements. L'Organisation soutenait également la majorité des actions rebelles. Néanmoins, quelques chefs de milices islamistes ont refusé de se battre côte à côte avec l'OTAN et les autres milices, arguant qu'après la défaite de Muammar Kadhafi l'Occident serait à son tour leur cible.

L'armée de Muammar Kadhafi, seule et cantonnée au sol s'est dissoute rapidement. Au terme de 25,944 sorties aériennes et 7,642 armes air-surface, l'intervention internationale se terminera le 31 octobre 2011, dix jours après la mort du Guide libyen et la chute de son régime.

Front économique

Farhat Bengdara[3] a reconnu que les sanctions dont l'interdiction d'exportations et le gel des avoirs à hauteur 200 milliards de dollars ont rapidement entraîné la suffocation du régime dépossédé de ses ressources financières. Celles-ci ont été utilisées par le Groupe de Contact sur la Libye pour financer le CNT grâce au Mécanisme de Financement Temporaire. Sans revenus et sans accès à ses ressources financières, le régime de Muammar Khadafi n'avait plus les moyens de payer ses fonctionnaires ou ses militaires. Il n'avait pas non plus la possibilité de financer la guerre.

Il reste encore beaucoup de zones d'ombres sur les biens du régime dispersés à travers le monde. Il n'y a que peu de transparence sur les avoirs toujours gelés et sur la gestion de ceux-ci. En février 2015, un panel d'experts de l'ONU a rendu un rapport sur la mise en œuvre de la résolution 1973. Le coordinateur de panel, Simon Dalloway, faisait partie du comité de sanctions en 2011 et déjà était en charge des questions financières. Il décrit dans ce rapport récent les difficultés qu'il rencontre à faire la lumière sur les avoirs gelés, pourquoi certains avoirs n'ont pas été gelés et ce qu'ils sont devenus. Certains biens immobiliers dont des hôtels à travers le monde, ont été purement simplement nationalisés ou accaparés par des personnes privées.

Au vu de la situation politique interne, des dizaines de milliards sont toujours bloqués. Cet argent serait bien utile pour remettre de l'ordre dans ce pays mais la communauté internationale ne libère pas les fonds car la situation est instable. Le serpent se mord la queue...

Front judiciaire : une CPI divisée

La CPI a connu des heures de tensions internes suite aux déclarations intempestives du procureur Luis Moreno Ocampo dont le discours se fondait dans celui de la chaîne qatari Al Jazeera. Quoiqu'il en soit, il ne fait aucun doute que la justice internationale s'est montrée partiale dans ce dossier. Elle s'est positionnée en tant qu'acteur politique, relayant même des rumeurs. Dès le 28 février, le Procureur de la CPI de l'époque déclare : *« D'après les informations dont nous disposons, les forces loyales au Président Mouammar Kadhafi attaquent des civils en Libye. Ces attaques pourraient constituer des crimes contre l'humanité et doivent cesser. Le Bureau agira rapidement et en toute impartialité. Aucune impunité ne sera tolérée pour les dirigeants impliqués dans ces crimes. »*

Sur les trois mandats d'arrêt pour crimes contre l'humanité lancés par la CPI, le premier à l'encontre de Muammar Kadhafi a été clos suite à sa mort le 20 octobre 2011. Celui de Saif El Islam, détenu illégalement par la brigade de Zintan depuis novembre 2011, ne sera jamais exécuté malgré les demandes et visites de la CPI sur place. Lors de son procès, in absentia, qui s'est tenu en été 2015 à Tripoli, il a été condamné à mort sans droit d'appel. Quant à Abdallah Senoussi, extradé de Mauritanie en Libye le 5 septembre 2012, la CPI n'a déployé que de maigres efforts pour qu'il soit incarcéré sous sa juridiction. La demande de la CPI à la Mauritanie le 17 mars 2012 restera lettre morte.

La CPI a reconnu la légitimité du tribunal libyen qui a condamné à mort Senoussi, mais pas pour celui de Saïf El-Islam[4]. Dans le cas de Senoussi, la CPI a considéré que la Libye avait la capacité de mener à bien son enquête. Pour Saïf, elle a jugé que la justice libyenne n'était pas compétente ! La demande d'extradition court toujours pour le fils du Guide libyen qui a été nommé en octobre 2015, représentant officiel du Conseil des Tribus Libyennes...

En mai 2012, la CPI déclarait que l'OTAN n'avait pas visé délibérément les civils lors de ses 25,944 sorties aériennes. L'OTAN absoute, la CPI décidait de ne pas lancer d'enquête sur le crime de guerre commis contre Muammar Kadhafi, exécuté sommairement et dans des conditions troublantes.

Front humanitaire : une urgence sans crise

Les résolutions onusiennes et la guerre qui s'ensuivit devait prévenir le massacre de la population. Les dix mois de conflit entre le pouvoir de Muammar Kadhafi et la coalition internationale en soutien aux brigades libyennes n'ont pas déclenché de catastrophe humanitaire. Dans ce pays riche, les organisations ont été accueillies comme le bras humanitaire de l'OTAN et la population les aidait gratuitement, travaillant pour les ONG sans prendre de salaire et offrant le diesel ou le repas aux acteurs humanitaires sillonnant le pays. Cette guerre n'a pas provoqué de destruction massive d'infrastructures ou d'habitation hormis certains quartiers de Syrte, de Misrata et de Tripoli. Elle n'a pas non plus engendré de famine. En revanche, elle a entraîné la mort d'au moins 10 000 personnes[5] et les massacres et l'exil forcé des Tawarghas.

Les organisations humanitaires sur-dotées en Libye ont été utilisées pour justifier la nécessité d'intervenir militairement. Ce sur-financement venait en grande partie des fonds libyens eux-mêmes dans le cadre du Mécanisme Temporaire de Financement[6]. Cependant, les détournements furent nombreux et une grande partie de l'argent prévu pour les organisations humanitaires par ce Mécanisme, n'est jamais arrivée. Cette situation a obligé les donateurs traditionnels et les gouvernements à remettre la main à la poche. Beaucoup d'Etats ont décidé de soutenir en bilatéral les nouvelles autorités car ils espéraient se positionner pour les futurs contrats alléchants qui ne sont jamais venus. Pourquoi tant de pays ont-ils accepté de soigner des révolutionnaires, parfois même des mois après la fin du conflit ? Pourquoi, si ce n'est que pour tenter de gagner la sympathie du nouveau gouvernement afin d'obtenir des contrats dans le domaine médical, portuaire, pétrolier, etc.

Dans cette guerre humanitaire, au nom de la responsabilité à protéger (R2P), les humanitaires n'ont, sauf exception, pas pu venir en aide à ceux qui se sont retrouvés entre les mains des brigades avides de vengeance. La responsabilité de protéger ne s'appliqua donc pas à tous en toutes circonstances comme le soulignait Seumas Milne dans le Guardian dès octobre 2011.

Cui bono?

Grâce à l'approche globale et une guerre menée sur tous les fronts, les Occidentaux avec leurs alliés du Qatar ont été victorieux. Le résultat de ce triomphe est un désastre pour les Libyens qui vivent une réalité quotidienne catastrophique. S'il est difficile d'obtenir le nombre exact de réfugiés à l'étranger, Brookings Institute considère que deux millions de personnes ont fui à l'étranger sur une population d'environ 7 millions d'habitants avant la guerre. Selon l'ONU, une personne sur douze aujourd'hui a été forcée de quitter sa maison[1] ; et n'a plus personne vers qui se tourner, ni à l'intérieur du pays ni à l'extérieur. En effet, au sein de la Libye, les tentatives de formation de gouvernement d'unité nationale restent difficiles, voire impossibles. En dehors de la Libye, la communauté internationale se désintéresse de ce pays après une guerre qui a créé un vide abyssal dans lequel se sont engouffrés des trafiquants en tout genre et des djihadistes.

A moins de 500 kilomètres des frontières sud de l'Europe fleurit donc l'Etat Islamique et un trafic d'êtres humains sans précédent. Paradoxe ultime, la soi-disant guerre de libération contre le tyran n'a libéré que des forces d'une extrême brutalité. Comme en février 2015 par exemple lorsque 21 coptes ont été décapités.

Bruno Husquinet

[1] Sainte Propagande, A. Gresh in Manière de Voir 120 « Ces Guerres qu'on dit humanitaires », décembre 2011.
[2] Le Groupe de Contact a sous-traité les aspects non politiques à une Equipe Internationale de Stabilisation.
[3] Ancien gouverneur de la banque centrale libyenne qui s'est enfui dès le 21 février 2011.
[4]Voir:https://www.icc-cpi.int/fr_menus/icc/situations%20and%20cases/situations/icc0111/related%20cases/icc01110111/Pages/icc01110111.aspx
[5] Les chiffres varient de 10,000 à 50,000.
[6] Lettre de proposition de la Mission Américaine auprès de l'ONU datée du 8.08.2011. Adam Smith International était en charge de la gestion de ce fonds spécial.

Downloaded from:
http://iveris.eu/list/articles_dactualite/131-libye__une_guerre_holistique

© copyright 2016 by Iveris. Tous droits réservés.

Ce site utilise des cookies pour améliorer votre expérience de navigation. J'accepte